



CHAPITRE 1

ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID

Ce chapitre met en lumière les principales réalisations du Groupe de la BID qui réunit la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC). La BID est la principale banque de développement et les autres organisations accompagnent ses activités par le biais d'un large éventail de projets et initiatives visant à promouvoir le développement socioéconomique durable dans les pays membres.



1.1 | ANALYSE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

CROISSANCE

L'économie mondiale traverse des crises multiples qui se manifestent par une forte inflation, des conditions monétaires restrictives et une déliquescence du contexte géopolitique due au conflit en Europe de l'Est qui est à l'origine de la flambée des cours des denrées alimentaires et des combustibles. Dans le même temps, de nombreuses régions du monde font face aux incidences des changements climatiques, à savoir les canicules, les sécheresses, les inondations, les feux de brousse et autres catastrophes environnementales et écologiques, qui s'ajoutent aux effets persistants de la pandémie à coronavirus. En conséquence, il est prévu une baisse du taux de croissance mondial qui devrait s'établir à 3,4 % en 2022 contre 6,3 % en 2021, et à 2,8 % en 2023. Ce tableau reflète la faiblesse de la plupart des économies dont les trois les plus puissantes du monde – États-Unis, Chine et zone euro – et laisse apparaître qu'un tiers des pays du monde pourrait entrer en récession en 2023.

Selon les estimations, les économies des pays membres de la BID vont enregistrer une croissance de 5,5 % en 2022, laquelle croissance demeure solide compte tenu du taux de croissance post-pandémie de 5,5 % en 2021, et ce malgré les conditions économiques extérieures difficiles et les effets induits de la crise en Europe de l'Est. Néanmoins, cette projection traduit une bonne posture grâce aux acquis réalisés par les pays membres exportateurs de produits énergétiques qui sont les grands gagnants de la hausse des prix de ces produits. Il est prévu un ralentissement de la croissance avec un taux de 3,6 % en 2023, avec la baisse des prix de l'énergie et le resserrement des conditions financières chez les principaux partenaires commerciaux. Toutefois, le taux de croissance varie considérablement d'un pays membre à l'autre. Dans la zone MENA, il devrait se situer à 5,9 % en 2022, contre 4,4 % en 2021, faisant de celle-ci la région de la BID qui connaît la croissance la plus rapide. En 2023, il passera à 3,3 %, l'essentiel de la croissance provenant des pays exportateurs de combustibles. La zone Asie, Amérique latine et Europe enregistrera le deuxième taux de croissance du PIB le plus élevé avec 5,6 % en 2022, en baisse par rapport à 2021 (6,3 %) ; vient en ensuite l'Afrique subsaharienne avec un taux estimé à 3,9 % contre 4,2 % en 2021, qui reflète les retombées négatives des crises économiques persistantes et du conflit en Europe de l'Est.

INVESTISSEMENTS

L'investissement est un moteur de la croissance économique. Sur la période 2023-2040, le déficit d'investissement à l'échelle mondiale est estimé à 12 000 milliards de dollars. Dans les pays membres de la BID, notamment en Türkiye, en Égypte, au Nigeria, au Bangladesh, au Pakistan et en Arabie saoudite, l'écart le plus important représente 8 % de ce chiffre (Rapport SESRIC-BID 2022 sur les perspectives d'investissement). Bien que les pays membres de la BID consacrent quelque 29 % de leur PIB à l'investissement, leur part au niveau mondial est



DANS LA ZONE MENA, IL DEVRAIT SE SITUER À 5.9 % EN 2022, CONTRE 4,4 % EN 2021, FAISANT DE CELLE-CI LA RÉGION DE LA BID QUI CONNAÎT LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE.

relativement faible avec 12,2 % pour l'investissement public et 12,3 % pour l'investissement privé en 2019. L'on observe une forte concentration dans quelques pays membres, dont cinq (Arabie saoudite, EAU, Indonésie, Türkiye et Malaisie) qui regroupent 58,3 % de l'investissement public, et trois (Indonésie, Türkiye et Arabie saoudite) 55,8 % de l'investissement privé. En outre, les flux d'investissements directs étrangers vers les pays membres de la BID ont baissé, passant de 129,8 milliards de dollars en 2013 à 114,4 milliards en 2019 et à 100 milliards en 2020, en raison des perturbations liées à la pandémie et des écosystèmes d'investissement des pays membres de la BID, entre autres (Rapport SESRIC-BID 2022 sur les perspectives d'investissement).

COMMERCE

En 2022, alors que le commerce mondial peinait déjà à se remettre des perturbations sans précédent de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, la crise en Europe de l'Est a éclaté, assombrissant les perspectives de reprise. Les produits énergétiques et alimentaires de base en ont surtout fait les frais, étant donné le rôle incontournable que jouent la Russie et l'Ukraine dans l'approvisionnement mondial en ces ressources. Bien des pays dont plusieurs membres de la BID sont exposés directement ou indirectement à des risques de crise alimentaire et énergétique. Toutefois, à l'exception de ceux d'Afrique subsaharienne, la plupart de ces pays ont vu leur balance commerciale s'améliorer puisque qu'ils sont exportateurs de produits énergétiques ou qu'ils ont tiré parti du rétablissement post-pandémie. Les pays membres d'Afrique subsaharienne qui sont pour la plupart importateurs nets de ces produits, ont enregistré une détérioration de leur balance commerciale. Selon les estimations, la balance des opérations courantes des pays membres de la BID devrait passer d'un excédent de 1,5 % du PIB en 2021 à 3,4 % en 2022 et 2,8 % en 2023, avant de baisser à 1,3 en 2023. Le surplus croissant de 2022 a été obtenu grâce à l'amélioration des comptes extérieurs des pays membres exportateurs de combustibles avec 10,7 % du PIB en 2022 et 5,4 % en 2023. Les pays membres de la région MENA devraient enregistrer un excédent du compte courant de 9,7 % du PIB en 2022 et 5,0 % en 2023, contre 4,5 % en 2021, dont une part considérable provenant du nombre relativement élevé de pays exportateurs de combustible et comptant pour 13,8 % en 2022 et 7,4 % en 2023, contre 7,5 % en 2021. La balance des opérations courantes des pays membres de la zone Asie, Amérique latine et Europe devrait baisser légèrement en passant d'un surplus de 0,3 % du PIB en 2021 à un déficit de 0,2 % en 2022 et 0,5 % en 2023. Cependant, le déficit de la balance

des opérations courantes devrait se creuser légèrement dans les pays membres d'Afrique subsaharienne pour atteindre 3,9 % du PIB en 2022 et 3,3 % en 2023.

DETTE

Le relèvement des taux d'intérêt dans les grandes économies pour lutter contre l'inflation – une séquelle de l'expansion budgétaire et monétaire suscitée par la pandémie – peut aggraver la situation de la dette dans de nombreux pays, en particulier ceux à revenu faible. En moyenne, la dette publique brute s'est accrue dans les pays membres, en passant de 41,1 % du PIB en 2019 à 50,0 % en 2020 ; elle a ensuite baissé pour s'établir à 48,0 % en 2021 et devrait se situer à 42,8 % en 2022 selon les estimations, à la faveur de la reprise économique post-pandémie et des revenus d'exportation élevés tirés des produits énergétiques. Toutefois, ces chiffres varient considérablement selon les régions et les pays dans lesquels intervient le Groupe de la BID. Les pays membres à faible revenu supportent la charge la plus lourde avec 71,4 % du PIB en 2022 ; entre 2019 et 2020, elle avait déjà fortement augmenté en passant de 74,1 % à 90,7 %. En conséquence, plusieurs de ces pays font face à un risque grave par rapport à la viabilité de leur dette, le Mozambique, le Soudan et la Somalie étant déjà en situation de surendettement. La Tunisie et l'Égypte ont quant à elles entamé des négociations avec le FMI pour obtenir des prêts d'urgence. S'agissant des régions, les pays de la zone Asie, Amérique latine et Europe ont le niveau d'endettement le plus faible, soit 41,3 % du PIB en 2022 (contre 45,0 % en 2021) ; ils sont suivis par ceux de la région MENA (43,9 % contre 52,9 % en 2021) et d'Afrique subsaharienne (45,4 % contre 45,0 % en 2021). Le service de la dette s'est amélioré pour toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, même s'il demeure élevé. Plus précisément, le ratio du service de la dette extérieure aux exportations de biens et services devrait passer de 14,2 % en 2021 à 12,6 % en 2022 selon les estimations. Pour la même période, il est prévu dans les pays membres de la région Asie, Amérique latine et Europe et la région MENA une amélioration de 19,0 à 16,5 % et de 10,4 à 8,6 % respectivement, tandis que dans les pays membres de la région Afrique subsaharienne, il est prévu une détérioration, passant de 13,6 à 23,2 %.

INFLATION

Avec les politiques d'expansion budgétaire et monétaire adoptées pour redynamiser les économies au sortir de la pandémie à coronavirus, l'inflation mondiale a connu une hausse fulgurante exacerbée par la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires occasionnée par le conflit en Europe de l'Est. Le taux d'inflation devrait presque doubler en passant de 4,7 % en 2021 à 8,7 % en 2022, avant de retomber à 7,0 % en 2023. Avec 17,7 % en 2022 contre 10,4 % en 2021 selon les estimations, il sera plus élevé dans les pays membres de la BID et le restera en 2023 avec 16,5 %. Pour ce qui est des régions, le taux d'inflation sera plus élevé en Asie, Amérique latine et Europe où il passera de 11,5 % en 2021 à 23,9 % en 2022 selon les prévisions, avant de baisser légèrement à 21,0 % en 2023 ; vient ensuite l'Afrique subsaharienne où il devrait passer de 13,5 % en 2021 à 13,7 % en 2022 avant d'être ramené à 13,5 % en 2023. Il restera

également élevé dans la zone MENA avec une légère baisse qui le fera passer de 8,1 % en 2021 à 7,9 % en 2022, avant de remonter pour s'établir à 9,2 % en 2023. La hausse de l'inflation a de graves conséquences sur l'accessibilité des produits alimentaires qui représentent un élément clé de la sécurité alimentaire. L'indice mondial des prix de ces produits n'a cessé d'augmenter en termes nominaux et réels depuis 2019 avec l'irruption de la pandémie ; à présent, il est alimenté par la crise en Europe de l'Est. De 2019 à 2021, l'indice nominal des cours des produits alimentaires de la FAO a augmenté de 32,2 % et devrait atteindre 56,3 % à la fin de l'année 2022.

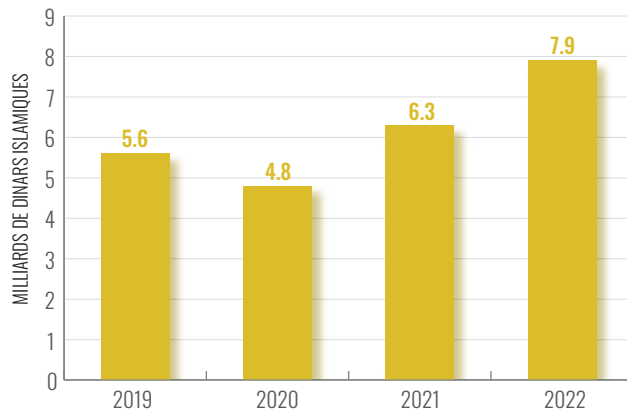
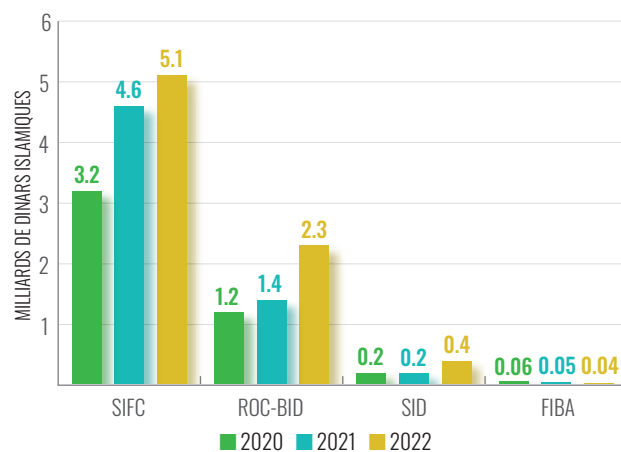
CHÔMAGE

L'emploi et le travail décent sont des résultats essentiels attendus de la croissance économique et du développement pour préserver et promouvoir la dignité humaine. Avec une croissance chancelante et une récession qui se profile à l'horizon dans de nombreux pays, les pertes d'emplois pourraient encore s'accroître. Des millions d'emplois ont été perdus pendant la pandémie, ce qui a fait grimper le taux de chômage dans les pays membres à 7,1 % en 2020, contre 6,3 % en 2019. Ce taux s'est détérioré pour atteindre 7,2 % en 2021, en raison d'une reprise inégale dans les pays membres de la BID. La crise en Europe de l'Est et la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques qui s'en est suivie font que le taux de chômage devrait rester élevé avec 7,1 % en 2022, et qu'il l'est plus chez les femmes et les jeunes avec 8,4 % et 15,7 % respectivement. Parmi les régions, la MENA arrive en tête en 2022 avec un chiffre estimé à 11 %, suivie par l'Afrique subsaharienne (6,3 %) et la zone Asie, Amérique latine et Europe (6,2 %). Le taux de chômage des femmes était de 22,0, 6,9 et 6,1 % pour la région MENA, la zone Asie, Amérique latine et Europe, et l'Afrique subsaharienne respectivement, contre 27,1, 15,4 et 11,1 % chez les jeunes. Ces chiffres élevés pourraient s'expliquer par des facteurs propres à chaque pays, mais les crises mondiales, allant de la pandémie au conflit en Europe de l'Est y ont contribué considérablement. Aujourd'hui plus que jamais, les partenariats mondiaux sont incontournables pour lutter contre les crises internationales et bâtir des économies résilientes et inclusives.

1.2 | PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS

Malgré les perturbations intervenues ces dernières années et l'apparition de nouveaux défis en 2022, la BID est restée déterminée à apporter une assistance financière aux pays membres les plus touchés par les crises humanitaires, et qui s'efforcent de semer les graines d'un avenir plus radieux et plus durable.

Le volume des approbations nettes du Groupe de la BID n'a cessé d'augmenter depuis 2020, des ressources étant constamment mises à la disposition des pays membres pour les accompagner face aux défis qui se succèdent. Les approbations nettes cumulées du Groupe de la BID sont passées à 170,5 milliards de dollars en 2022, contre 160,3 milliards en 2021.


FIGURE 1.1 | Approbations nettes du Groupe de la BID

FIGURE 1.3 | APPROBATIONS NETTES PAR MEMBRE AFFILIÉ ET FONDS


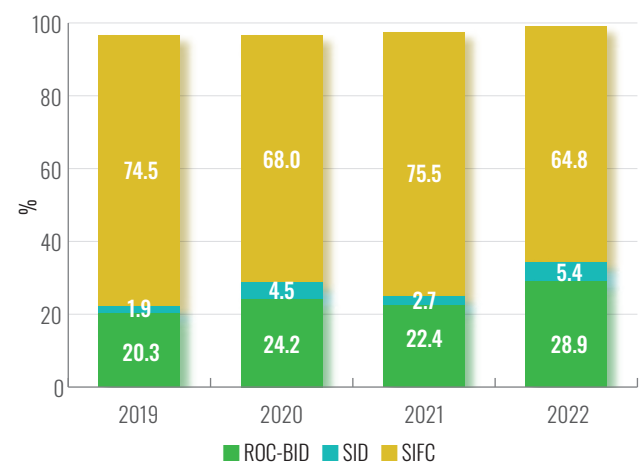
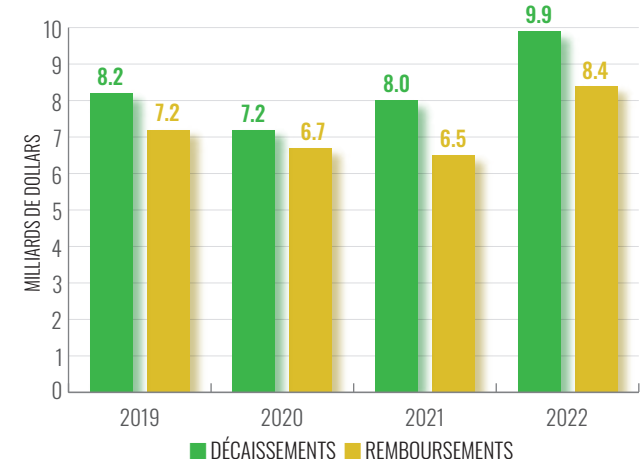
Alors que son programme à court terme de riposte contre la pandémie a touché à sa fin, la BID a recentré et intensifié ses opérations pour faire face aux crises alimentaires persistantes dans ses pays membres, lutter contre la pauvreté endémique, et renforcer la résilience face au conflit en Europe de l'Est et à d'autres conflits en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient.

En 2022, les approbations annuelles nettes du Groupe de la BID ont augmenté de 18,6 % pour passer à 10,5 milliards de dollars (7,9 milliards DI), contre 8,9 milliards de dollars (6,3 milliards DI) en 2021 (Figure 1.1).

Les parts de la BID et de la SID dans les approbations nettes du Groupe de la BID sont passées de 22,4 % et 2,7 % en 2021 à 28,9 % et 5,4 % respectivement en 2022, tandis que celles de la SIFC se sont établies en 2022 à 64,8 % (Figure 1.3).

Dans tous les membres affiliés au Groupe de la BID, le volume des approbations s'est considérablement accru.

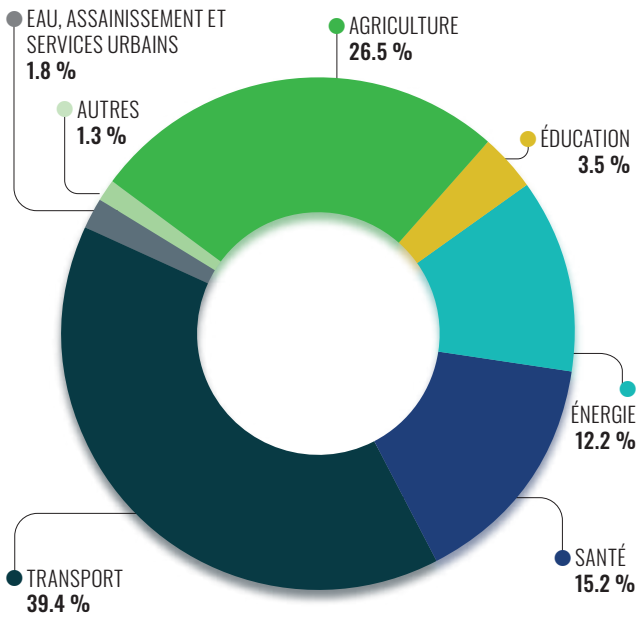
Face à une demande de plus en plus forte des pays membres, les membres affiliés au Groupe de la BID ont continué d'augmenter les approbations. Avec le retour progressif à la normale des chaînes d'approvisionnement en 2022, la SIFC a augmenté de 6,8 milliards de dollars (5,1 milliards DI) le volume des financements destinés au commerce, pour appuyer le commerce agricole et renforcer la sécurité alimentaire. Les

FIGURE 1.2 | TENDANCES DES PARTS DES MEMBRES AFFILIÉS DANS LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

FIGURE 1.4 | TENDANCES DES DÉCAISSEMENTS ET DES REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID


approbations nettes de la BID ont été portées à 3 milliards de dollars (2,3 milliards DI), soit une augmentation de plus de 53 %, pour consolider la reprise, la réduction de la pauvreté, le renforcement de la résilience et la protection contre les crises alimentaires. Dans la même veine, la SID a plus que doublé ses approbations nettes en les faisant passer à 0,57 milliard de dollars (0,4 milliard DI), contre 0,24 milliard de dollars (0,2 milliard DI) l'année précédente. (Figure 1.3).

Le transfert positif net de ressources vers les pays membres a été maintenu dans la mesure où le montant des financements consacrés au développement est plus élevé que celui des remboursements. Les décaissements sont passés à 9,9 milliards de dollars en 2022, contre 8,0 milliards en 2021, soit 94,3 % des approbations nettes du Groupe de la BID. Bien que le redressement post-pandémie ait été opéré de manière inégale et incomplète dans certains pays, les pays membres ont apporté un immense appui au Groupe de la BID. Avec 8,4 milliards de dollars contre 6,5 milliards en 2021 et 6,7 milliards en 2020, les remboursements ont dépassé leur niveau d'avant la pandémie (Figure 1.4).

FIGURE 1.5 | RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID EN 2022



AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES, LA SANTÉ ET L'AGRICULTURE ONT FIGURÉ EN BONNE PLACE DANS LES OPÉRATIONS. AVEC DES MILLIONS DE PERSONNES RISQUANT DE SOUFFRIR DE LA FAIM EN 2022, LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE A ÉTÉ ACCÉLÉRÉ. CETTE MESURE PERMETTRA NON SEULEMENT DE RÉPONDRE AUX BESOINS IMMÉDIATS, MAIS AUSSI DE GARANTIR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

LA PART DU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE DANS LES APPROBATIONS ANNUELLES NETTES DE LA BID A SENSIBLEMENT AUGMENTÉ EN PASSANT DE 14,7 % EN 2021 À **26,5 % EN 2022**

IL EN EST DE MÊME DU FINANCEMENT DE LA SANTÉ AVEC **15,2 %** CONTRE 8,6 %.



FIGURE 1.6 | TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SID

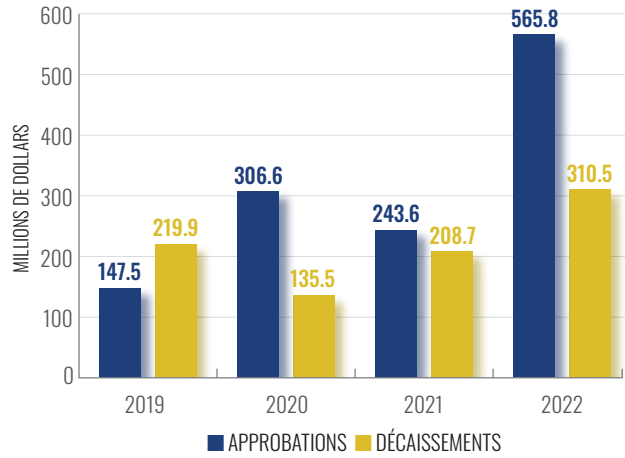
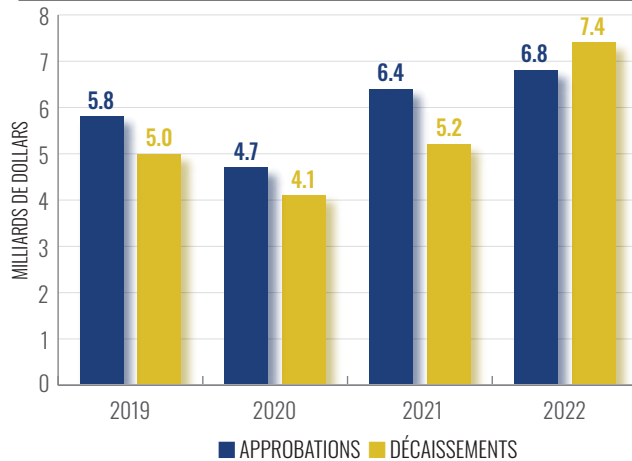


FIGURE 1.7 | TENDANCES DANS LES APPROBATIONS ET LES DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SIFC



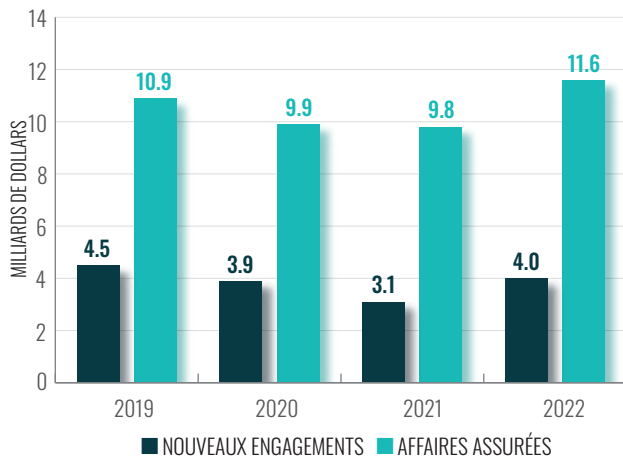
Les pays membres à peine sortis de la pandémie pour se retrouver confrontés à une crise alimentaire, la BID est restée vigilante et leur a apporté son soutien face à cette nouvelle donne. Au cours des deux dernières années, la santé et l'agriculture ont figuré en bonne place dans les opérations. Avec des millions de personnes risquant de souffrir de la faim en 2022, le financement de l'agriculture a été accéléré. Cette mesure permettra non seulement de répondre aux besoins immédiats, mais aussi de garantir une sécurité alimentaire durable pour les générations futures.

C'est pourquoi, la part du financement de l'agriculture dans les approbations annuelles nettes de la BID a sensiblement augmenté en passant de 14,7 % en 2021 à 26,5 % en 2022 (Figure 1.5). Il en est de même du financement de la santé avec 15,2 % contre 8,7 %. Le développement des infrastructures de transport pour assurer la connectivité et l'intégration au sein des pays membres et entre eux s'est taillé la part du lion avec 39,4 % des approbations, contre 34,4 % l'année précédente.

Avec 565,8 millions de dollars en 2022 contre 243,6 millions en 2021 (Figure 1.6), les approbations nettes de la SID traduisent une hausse de 132,3 % qui reflète un changement d'approche visant à axer le modèle d'entreprise sur le financement



FIGURE 1.8 | TENDANCES DES AFFAIRES ASSURÉES ET DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



SIACE APPROBATIONS DÉPASSENT DE 700 MILLIONS DE DOLLARS LES NIVEAUX D'AVANT LA PANDÉMIE

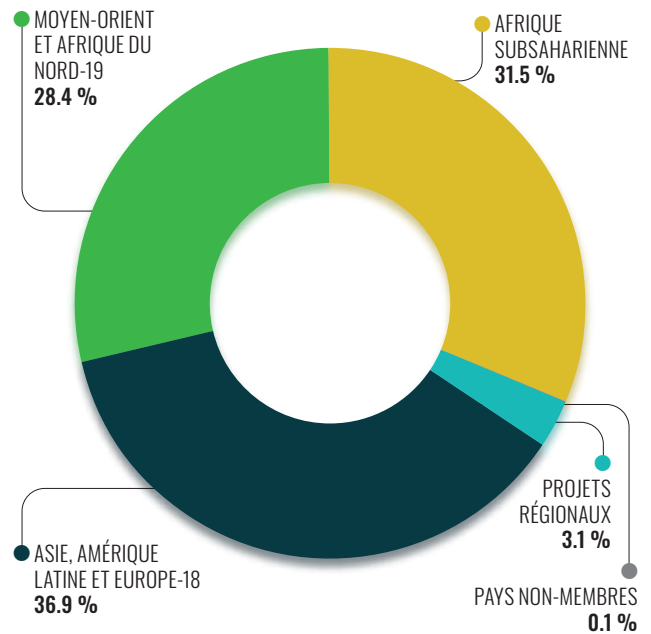
des crédits pour le développement du secteur privé. Le développement du secteur financier compte pour 66,8 % des financements de la SID, suivi par l'énergie (24,4 %) et l'industrie et les mines (8,8 %).

Avec le début d'un retour à la normale des chaînes d'approvisionnement, la SIFC a augmenté le volume des approbations pour le financement du commerce en le portant à 6,8 milliards de dollars en 2022, contre 6,4 milliards en 2021 (Figure 1.7). Ce financement porte sur 121 opérations, avec un taux de réalisation de 102 % par rapport à l'objectif fixé pour l'exercice. Les approbations visent les secteurs clés de l'énergie et de l'agriculture, ainsi que le secteur privé. Les décaissements ont augmenté de 42,4 % pour atteindre 7,4 milliards de dollars en 2022, soit 108,8 % des approbations nettes et un taux de réalisation de 139 % par rapport à l'objectif fixé pour l'exercice.

En 2022, la SIACE a fourni des couvertures d'assurance à hauteur de 11,6 milliards de dollars, notamment pour des affaires commerciales à court terme portant sur des biens et services dans presque tous ses pays membres ainsi que dans de nombreux pays non membres. Ses services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives sur le climat, et à l'heure actuelle ses approbations dépassent de 700 millions de dollars les niveaux d'avant la pandémie (Figure 1.8).

La répartition par région des approbations du Groupe de la BID est restée très cohérente, avec une légère tendance en faveur de l'Afrique subsaharienne et de la région Asie, Amérique latine et Europe en 2022, en raison de la crise alimentaire en perspective. Avec 31,5 % contre 26,7 % en 2021 (Figure 1.9), la part dévolue à l'Afrique subsaharienne est en augmentation, tout comme celle allouée à l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe qui est passée de 30,7 % en 2021 à 36,9 %.

FIGURE 1.9 | RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2022



1.3 | PRINCIPALES INITIATIVES

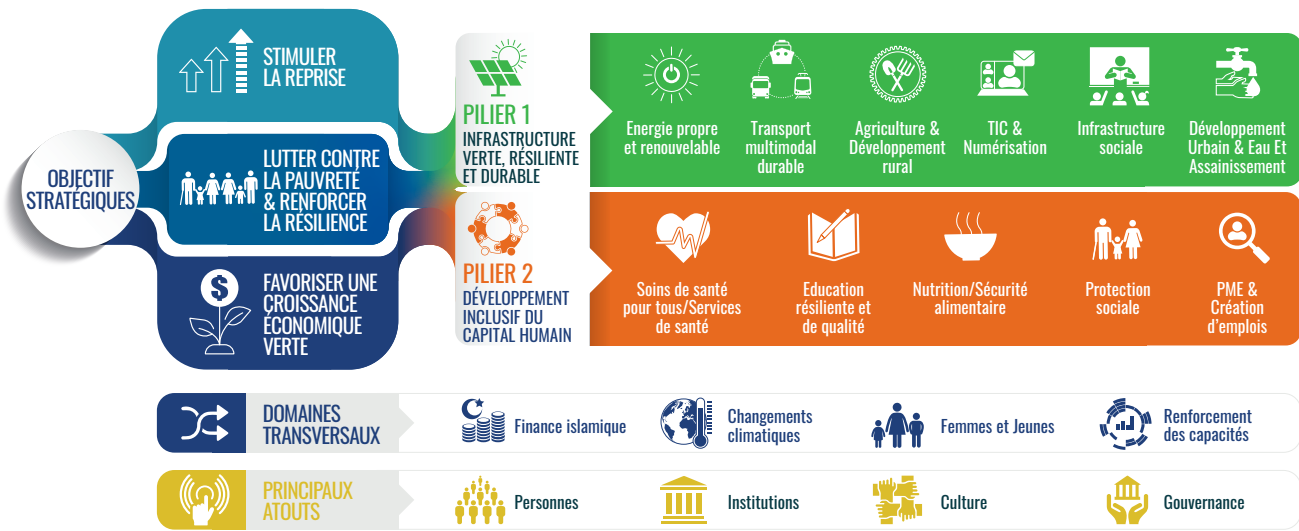
1.3.1 | STRATÉGIE 2025

Conformément aux directives données par le Conseil des Gouverneurs en septembre 2021, la BID a procédé à une refonte considérable de son cadre stratégique. En février 2022, le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID a adopté un document de repositionnement stratégique entériné par le Conseil des Gouverneurs à la 47e réunion annuelle du Groupe de la BID tenue le 2 juin 2022. Intitulé « Repositionnement stratégique de la BID 2023-2025 : Promouvoir le développement humain global et les infrastructures durables », le document met en lumière les principaux axes d'intervention indiqués par le Conseil des Gouverneurs, à savoir (i) la relance ; (ii) la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience, et (iii) la croissance économique verte. En conséquence, les interventions de la BID tourneront autour de deux piliers essentiels au cours des trois prochaines années.

Le premier pilier vise à promouvoir les infrastructures vertes, résilientes et durables, en intervenant dans six secteurs fondamentaux : (i) les installations énergétiques propres et renouvelables ; (ii) le transport multimodal durable ; (iii) l'agriculture et le développement rural ; (iv) les technologies de l'information et de la communication et la numérisation ; (v) les infrastructures sociales ; et (vi) le développement urbain, l'eau et l'assainissement.

Le second repose sur le développement inclusif du capital humain, avec cinq domaines thématiques en ligne de mire : (i) les soins de santé universels ; (ii) l'éducation résiliente et de qualité ; (iii) la nutrition et la sécurité alimentaire ; (iv) la protection sociale ; et (v) les MPME et la création d'emplois.

FIGURE 1.10 | REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE 2023-2025



Quatre facilitateurs convergents ont été recensés pour mener à bien ces initiatives : la finance islamique, les changements climatiques, les femmes et les jeunes, et le renforcement des capacités. En outre, la mise en œuvre de la stratégie s'appuiera sur quatre principes directeurs, à savoir (i) la réactivité vis-à-vis des pays membres ; (ii) la volonté d'obtenir des résultats ; (iii) la forte présence régionale ; et (iv) le renforcement de la synergie au sein du Groupe de la BID, dans l'esprit du slogan « un groupe, un objectif ». Cette approche permet aux membres affiliés au Groupe de la BID de travailler en collaboration et d'offrir une gamme élargie de services aux pays membres. La figure ci-dessous présente le cadre du repositionnement stratégique 2023-2025.

QUATRE PRINCIPES DIRECTEURS



CETTE APPROCHE PERMET AUX MEMBRES AFFILIÉS AU GROUPE DE LA BID DE TRAVAILLER EN COLLABORATION ET D'OFFRIR UNE GAMME ÉLARGIE DE SERVICES AUX PAYS MEMBRES.

ENCADRÉ 1 | DÉPLOIEMENT DE LA STRATÉGIE REVUE 2023-2025

Le déploiement de la stratégie revue 2023-2025 interviendra en 2023. Dans ce cadre, la division compétente du Département de la Stratégie, du Budget et des Résultats a relevé trois grands axes de travail.

Le premier axe de travail consiste à intégrer le repositionnement stratégique dans les cycles de programmation et des projets de la BID. Pour ce faire, il faudra (i) actualiser le processus révisé des stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM) afin d'en assurer l'alignement stratégique ; (ii) améliorer davantage le modèle d'exécution des opérations de la BID ; et (iii) mettre en œuvre le cadre de gestion axé sur les résultats nouvellement adopté.

Le deuxième axe de travail visant à appuyer le déploiement de la stratégie repose sur l'ancrage de la stratégie dans le modèle culturel de la BID. Cela nécessitera une communication efficace et l'appropriation de la stratégie révisée par le personnel du siège et des centres régionaux, ainsi que la réévaluation et l'adoption entière du modèle culturel actuel de la BID.

Le troisième axe de travail porte sur l'optimisation de la proposition de valeur du Groupe de la BID en mettant au point de nouveaux instruments de financement afin d'améliorer la mobilisation des ressources tout en favorisant la synergie entre les membres affiliés au Groupe de la BID.

Dans le cadre de ses efforts déployés au titre de ces axes de travail, l'équipe chargée de la mise en œuvre de la stratégie lancera des initiatives innovantes déterminées par des coalitions de base avec les services compétents afin d'orienter le travail de manière efficace et dans les délais.



LA BID A PROCÉDÉ À UN REPOSITIONNEMENT OPÉRATIONNEL MAJEUR POUR GARANTIR L'ADOPTION DE LA STRATÉGIE. DES PROGRÈS REMARQUABLES ONT ÉTÉ RÉALISÉS DANS L'AMÉLIORATION DU MODÈLE D'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS, EN RESPONSABILISANT LE PERSONNEL ET EN PARTICULIER CELUI DES CENTRES RÉGIONAUX ET LES ÉQUIPES TECHNIQUES DES PROJETS, À LA FAVEUR DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS.

Dans le cadre de la mise en œuvre harmonieuse de la stratégie révisée, la BID a lancé au début de l'année 2022 la deuxième phase de l'opération visant à garantir une bonne préparation aux changements liés à l'organigramme, aux ressources humaines, à la culture, aux systèmes et aux processus de la BID. Les différents services ont travaillé collectivement à la réalisation de certaines initiatives clés.

Par exemple, la BID a opéré un repositionnement institutionnel majeur en adoptant un organigramme affinée le 1^{er} septembre 2022, et en pourvoyant les postes de cadre de direction et de directeur le 24 novembre 2022. Parallèlement, une révision complète du manuel d'organisation de la BID, du règlement intérieur des comités de gestion et des processus d'affaires a été effectuée le 31 août 2022, suivie de la révision nécessaire des matrices de délégation de pouvoirs.

La BID a procédé à un repositionnement opérationnel majeur pour garantir l'adoption de la stratégie. Des progrès remarquables ont été réalisés dans l'amélioration du modèle d'exécution des opérations, en responsabilisant le personnel et en particulier celui des centres régionaux et les équipes techniques des projets, à la faveur de la délégation de pouvoirs. La BID a également lancé le processus de formulation de SPPM révisées pour la collaboration stratégique avec ces pays. En 2022, sept SPPM (Guinée, Indonésie, Maldives, Niger, Ouzbékistan, Sénégal et Turkménistan) ont été lancés, tandis que six autres (Bangladesh, Irak, Kirghizstan, Malaisie, Maroc et Nigeria) sont en cours de préparation pour 2023.

La BID a également jeté des bases solides pour l'efficacité opérationnelle en adoptant un programme de travail interne 2023-2025 et en élaborant un cadre de gestion axé sur les résultats, tous deux approuvés le 10 décembre 2022.

Dorénavant, la BID s'appuiera sur des partenariats en expansion et mobilisera des financements additionnels pour renforcer ses propres ressources afin de garantir la mise en œuvre réussie de la stratégie révisée.

1.3.2 | LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La pandémie à coronavirus et le conflit en Europe de l'Est ont exacerbé l'insécurité alimentaire en perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et en faisant grimper les prix des produits alimentaires et des intrants agricoles, en particulier les engrais. Aujourd'hui, environ 828 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, y compris les pays membres de la BID.

Collectivement, les 57 pays membres de la BID disposent d'une masse de ressources qui leur permet de mettre au point des systèmes alimentaires durables. Ils détiennent 29 % de la surface agricole mondiale et 7 261 km³ (14 %) de l'ensemble des ressources en eau renouvelables du globe, produisent 18 des 20 principaux produits de base agricoles commercialisés dans le monde, et comptent pour 14 à 15 % de la production mondiale de céréales et produits horticoles.

Malgré cela, les pays membres de la BID font partie des pays les plus touchés par la crise alimentaire actuelle, parce que 27 d'entre eux se trouvent sur le continent africain qui compte 249 millions d'habitants, soit un tiers des personnes les plus affamées du monde.

En concentrant ses efforts sur la lutte contre l'insécurité alimentaire, la BID a pris les premières mesures pour mettre son portefeuille agricole en cohérence avec la stratégie révisée 2023-2025 récemment adoptée, qui met l'accent sur les infrastructures vertes, résilientes et durables.

Auparavant, sa politique sectorielle en matière d'agriculture et de développement rural, approuvée en 2020, avait fait du renforcement de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté dans les pays membres à vocation agricole l'un de ses principaux objectifs. Dans ces pays, l'agriculture et le développement rural sont reconnus non seulement comme un mode de vie et une composante essentielle du développement socioéconomique national, mais aussi comme un moteur de la croissance économique.

Depuis sa création, la BID a approuvé plus de 600 projets dans 57 pays membres. L'examen de ces projets a montré qu'ils sont adaptés pour concrétiser les trois dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, le coût abordable et l'accessibilité.

Ces projets ont permis de financer des activités liées à l'amélioration des infrastructures de production, d'approvisionnement et de sécurité alimentaires, telles que la construction de silos à grains et d'installations d'entreposage et de stockage. Ainsi, les conditions nécessaires à l'accès au marché (routes rurales, marchés ruraux et urbains) et au renforcement des systèmes de semences ont été créées dans les pays membres. Toutefois, il convient d'adopter pour la nouvelle génération de projets une approche fondée sur la chaîne de valeur et de prendre en considération les effets des changements climatiques, qui est un thème transversal dans le repositionnement stratégique de la BID.

LE MANIOC
EST PRÉSENTÉ COMME UNE
SOLUTION D'ADAPTATION ET DE
RÉSILIENCE POUR
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE FACE AUX
SÉCHERESSES RÉCURRENTES
ET AUTRES PHÉNOMÈNES
MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES.



À cet égard et après le lancement d'un programme régional de chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, la BID est en train de mettre au point un ambitieux programme régional de chaîne de valeur du manioc dans sept pays choisis (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique, Niger et Ouganda). Ce programme vise non seulement à améliorer la résistance au climat de la chaîne de valeur de cette importante culture de base, mais aussi à promouvoir le manioc en tant que solution d'adaptation et de résistance pour la sécurité alimentaire en Afrique face aux sécheresses récurrentes et à d'autres événements climatiques extrêmes.

Ce programme régional innovant sera stratégiquement orienté vers :

- la faible productivité des petits exploitants agricoles ;
- la faible connectivité avec les marchés pour renforcer les chaînes de valeur défaillantes ou interrompues ;
- les changements et la variabilité climatiques liés à la plus forte incidence des sécheresses et des inondations ; et
- des politiques incitatives favorisant une collaboration efficace du secteur privé et permettant aux agriculteurs de faire des investissements considérables dans leurs exploitations.

ENCADRÉ 2 | LA BID ET LES PARTENAIRES DU GCA DÉGAGENT 34 MILLIARDS DE DOLLAR POUR FAIRE FACE AUX CRISES ALIMENTAIRE ET CLIMATIQUE

À la demande du Royaume d'Arabie saoudite, la BID et le Groupe de coordination arabe (GCA) ont annoncé en juin 2022 à Vienne un programme de riposte en matière de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars. Le programme vise à fournir une assistance immédiate, à moyen et long terme aux pays bénéficiaires afin d'apporter une réponse globale à la crise alimentaire et d'aider à renforcer la résilience à plus long terme. La BID devrait contribuer à hauteur de 10,5 milliards de dollars à ce programme qui couvre à la fois les opérations souveraines et non souveraines et porte sur des opérations nouvelles et ou faisant l'objet d'une reconversion.

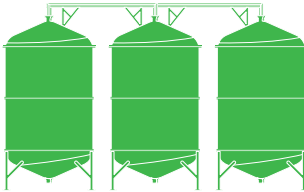
En outre, la BID et les partenaires du GCA ont affecté 24 milliards de dollars au financement de l'action climatique jusqu'en 2030, comme annoncé lors de la COP27 de la CCNUCC tenue en novembre 2022 à Charm El-Cheikh, en Égypte. Cet engagement historique du GCA permettra d'accélérer la transition énergétique, la résilience renforcée des systèmes alimentaires, de transport, hydriques et urbains, et la promotion de la sécurité énergétique dans les pays partenaires. Il s'inscrit dans le cadre d'un appel conjoint du GCA en faveur d'une action climatique pour un développement équitable. La BID doit contribuer à hauteur de 13 milliards de dollars à l'engagement financier du GCA en faveur du climat qui permettra de renforcer les partenariats mondiaux et notamment la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en vue d'apporter des solutions en termes d'adaptation et d'atténuation. En plus de leurs propres ressources, la BID et les partenaires mobiliseront des financements additionnels pour réduire les risques et stimuler l'investissement privé par le biais de financements mixtes et de garanties.



1.4 | Réalisations à l'actif du Groupe de la BID

1.4.1 | PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT

Avec 3,04 milliards de dollars contre 2 milliards 2021, le volume des approbations à partir des ressources ordinaires en capital de la BID au titre de l'exercice 2022 a considérablement augmenté. Ce montant porte sur 61 opérations dans 26 pays membres et vise en particulier les secteurs des transports et de l'agriculture (Figure 1.5), ce qui traduit une ferme volonté d'atténuer la crise alimentaire en cours dans ces pays. Les nouvelles approbations devraient aboutir à des résultats de développement prometteurs des pays membres et des communautés musulmanes partout dans le monde. Ci-après, un aperçu des résultats prévus à la fin des opérations approuvées.

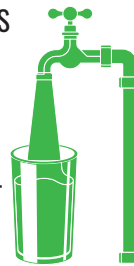


PLUS DE
11 MILLIONS
D'AGRICULTEURS
BÉNÉFICIERONT DE PROJETS AVEC
LA CONSTRUCTION DE MAGASINS DE
STOCKAGE DE PRODUITS ALIMENTAIRES
POUR UNE CAPACITÉ DE PLUS DE
700 000 TONNES
ET L'IRRIGATION D'UNE SUPERFICIE
TOTALE DE
18 000 HECTARES.

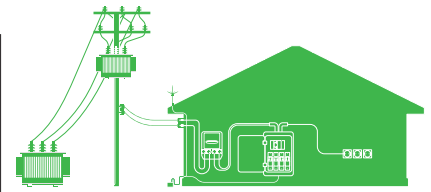
DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ,
QUELQUE 800 NOUVEAUX
ÉTABLISSEMENTS ET HÔPITAUX
PERMETTRONT DE PRENDRE
EN CHARGE PLUS DE
8 MILLIONS
DE PATIENTS CHAQUE ANNÉE. LES
PROGRAMMES DE VACCINATION CONTRE
LES MALADIES ÉVITABLES (COMME
LA POLIOMYÉLITE ET LA MALADIE À
CORONAVIRUS) FINANCÉS EN 2022
BÉNÉFICIERONT À PLUS DE
200 MILLIONS DE
PERSONNES.



AVEC LES PROJETS RELATIFS
AU SECTEUR DE L'EAU ET
L'ASSAINISSEMENT,
163 222
MÉNAGES DEVRAIENT
AVOIR ACCÈS À L'EAU
POTABLE, TANDIS QUE
60 000 AUTRES
BÉNÉFICIERONT DE MEILLEURS
SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT ET DE
TRAITEMENT DES EAUX USÉES.

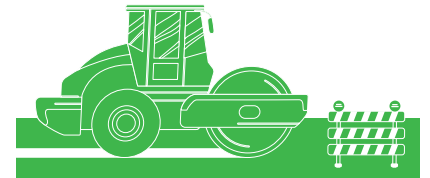


PRÈS DE
200 000 ÉTUDIANTS
BÉNÉFICIERONT DES PROJETS
APPROUVÉS DANS LE SECTEUR DE
L'ÉDUCATION QUI PRÉVOIENT LA
CONSTRUCTION OU LA RÉNOVATION DE
466 ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT.

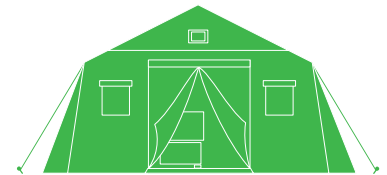


LES PROJETS DE PRODUCTION
D'ÉNERGIE TOUCHERONT PLUS DE
5 MILLIONS DE MÉNAGES
QUI SERONT CONNECTÉS AU RÉSEAU
ÉLECTRIQUE.

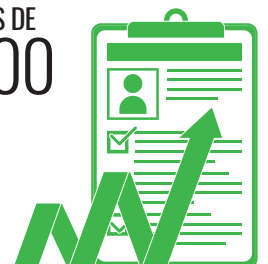
2 MILLIONS DE
PERSONNES
SERONT BÉNÉFICIERONT DU PROJET DE
TRANSPORT AVEC PRÈS DE 940 KM DE
NOUVELLES ROUTES BITUMÉES.



LES POPULATIONS FRAPPÉES PAR
DES CATASTROPHES ET DES CONFLITS
BÉNÉFICIERONT DES INTERVENTIONS
DE LA BID, AVEC LA MISE À
DISPOSITION D'ABRIS ET D'HABITATIONS
AMÉLIORÉS POUR PLUS DE
63 000 PERSONNES.



LES NOUVELLES OPÉRATIONS
DE LA BID BÉNÉFICIERONT À PLUS DE
21 000 PME
ET OFFRIRONT DES SERVICES DE
MICROFINANCE À
20 000 PERSONNES.
ELLES PERMETTRONT ÉGALEMENT
DE CRÉER PRÈS DE
130 000
EMPLOIS.



1.4.2 | RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Avec l'octroi de lignes de financement à des institutions financières partenaires et des investissements dans divers projets visant à relever des défis mondiaux majeurs tels que l'accès à l'énergie et la sécurité alimentaire, les approbations de la SID au titre des projets se sont chiffrées à plus de 565,83 millions de dollars pour l'exercice sous revue, soit plus du double du montant approuvé l'exercice précédent (243,60 millions). Les approbations ont été réparties entre les lignes de financement (61,49 %) et les financements à terme (38,51 %), sur la base d'une nouvelle approche axée sur le modèle d'entreprise de la SID en matière de financement des crédits. Cela porte à 7,4 milliards de dollars le montant cumulé des approbations au titre des projets approuvés depuis la création de la société.

1.4.3 | APPUI AU FINANCEMENT DU COMMERCE

La SIFC a en 2022 approuvé le chiffre record de 6,8 milliards de dollars répartis sur 105 opérations de financement du commerce. Les approbations ont porté sur les secteurs clés de l'énergie et de l'agriculture, ainsi que le secteur privé. Pour la même période, les décaissements ont atteint un niveau record de 7,38 milliards de dollars.

En termes de diversification, les approbations en dehors des marchés du pétrole et du gaz se sont élevées à 2,8 milliards de dollars, soit 42 % du portefeuille de financement du commerce. Pour le commerce intra-OCI, elles se sont chiffrées à 4,85 milliards (71,3 % du montant global), tandis que les financements aux pays membres les moins avancés (PMMA) se sont élevés à 2,53 milliards de dollars (37 % du montant global).

Le volume global des approbations en faveur du secteur privé est de 757 millions de dollars répartis entre 23 banques et institutions financières partenaires, ainsi que 2 clients institutionnels. Par ailleurs, la SIFC a poursuivi l'expérience réussie en 2021, à savoir l'émission de lettres de crédit-confirmations visant à faciliter les échanges entre les pays membres de l'OCI et d'autres pays.

En 2022, 18 programmes de développement du commerce ont été mis au point par la SIFC et sont actuellement mis en œuvre. Il s'agit notamment de solutions intégrées, d'interventions ciblées et de programmes phares (AATB et AfTIAS 2.0).

In 2022, ITFC continued with its COVID-19 response initiative:

- Riposte : 604,7 millions de dollars approuvés et 528 millions décaissés.
- Relance : 945 millions de dollars approuvés et 585,3 millions décaissés.
- Gestion de l'aspect commercial du programme : SIFC
- Revue des contrats de passation de marchés d'un montant de 335 millions de dollars, dont 324,5 millions décaissés dans 14 pays membres : SIFC

1.4.4 | ASSURANCE DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE PAYS

À la clôture de l'exercice 2022, les affaires assurées se chiffraient à 11,64 milliards de dollars, et portaient pour l'essentiel sur le commerce à court terme dans presque tous les pays membres et un certain nombre de pays non-membres. Les services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives liées au climat.

L'initiative SIACE-FSID de riposte d'urgence à la pandémie (ICERI), lancée en juillet 2020 et achevée un an plus tard, a permis de réaliser 13 transactions et approbations pour un montant total de 271 millions de dollars. Ces opérations ont permis de financer des transactions commerciales au profit de PMMA, notamment le Bangladesh, le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, la Mauritanie, le Sénégal et la Tunisie. Avec l'appui de l'ICERI, ces pays ont pu importer des biens essentiels à des prix réduits et renforcer leurs secteurs de la santé et de l'alimentation pendant la pandémie.

S'agissant de la sécurité alimentaire, la SIACE s'est jointe à ses organisations sœurs du Groupe de la BID pour la mise en œuvre du programme de riposte en matière de la sécurité alimentaire. Elle s'est engagée à verser 500 millions de dollars jusqu'à la fin de 2025, ce qui s'ajoute à l'enveloppe totale de 10,5 milliards de dollars du Groupe de la BID. Le programme a été exécuté à hauteur de 159 millions de dollars pour le financement de projets de modernisation de l'agriculture, l'importation d'équipements agricoles et l'exportation et l'importation d'engrais, de sucre et de blé à destination et en provenance de plusieurs pays membres. Les pays membres bénéficiaires de ce programme sont le Bangladesh, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Sénégal.

1.4.5 | LEADERSHIP ÉCLAIRÉ EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

En 2022, l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) a produit des ouvrages, des rapports fondés sur des données probantes et des solutions en matière de connaissances, et fourni des données sur lesquelles la BID a axé ses décisions. L'institut a publié trois ouvrages, deux numéros de la Revues d'études économiques islamiques, sept études diagnostiques de pays, huit questions d'actualité et des rapports sur la crise alimentaire et l'impact de la crise de l'Europe de l'Est sur les pays membres. Il joue le rôle de dépositaire des données du Groupe de la BID, en collectant et en systématisant les données et informations essentielles, et en y donnant facilement accès. Ces informations sont diffusées sous la forme de publications statistiques, qui fournissent des données actualisées et précises sur les pays membres et non membres de la BID.

L'institut traduit également ses réflexions et ses connaissances en actes, en proposant des formations, des subventions et des solutions FinTech pour renforcer les capacités des institutions financières islamiques. Outre les formations en ligne ouvertes à tous, d'autres formations portant sur les soukouk, les awqaf, la mise au point de produits et les normes de la charia ont été



organisées en 2022. La BID a financé plusieurs institutions dans les pays membres sous la forme de subventions pour plus de 1,6 million de dollars, dont 280 000 dollars pour établir un système d'information pour la supervision et la réglementation des banques participantes au Maroc, et 270 000 dollars pour des études de faisabilité sur les marchés de la microfinance islamique dans cinq pays membres.

Des solutions innovantes ont été mises au point, notamment le Fonds de renforcement des soukook, un produit visant à fournir un mécanisme de protection pour les soukook et sans coûts supplémentaires pour les émetteurs. La BID a signé un protocole d'accord avec Beyond Limits, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle, pour la transformation des brevets FinTech de la BID en solutions prêtes à l'emploi.

L'institut encourage également la création de connaissances à l'échelle mondiale en décernant un prix annuel pour les réalisations marquantes dans le domaine de l'économie islamique, et c'est ainsi qu'en 2022, des prix ont été décernés à Habib AHMED (premier prix), Mansur MASIH (deuxième prix) et Tariqullah KHAN (troisième prix). En partenariat avec *Saudi-Spanish Center for Islamic Economics and Finance*, l'institut a lancé le concours *Islamic Finance Changemakers* pour accompagner les entrepreneurs sociaux, les innovateurs et les chefs d'entreprise ayant un meilleur projet de société. À la dernière édition du concours, 90 projets provenant de 25 pays ont été reçus.



1.4.6 | PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Après l'interruption de la pandémie, la lutte contre la pauvreté est devenue de plus en plus difficile, avec des millions de personnes plongées dans la misère. Les avancées ont également été freinées par la hausse de l'inflation, la crise alimentaire et les effets des changements climatiques.

Le Rapport 2022 sur l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle publié par le PNUD et *Oxford Poverty and Human Development Initiative* (OPHI), indique que dans 111 pays, 1,2 milliard de personnes (19,1 %) vivent dans une pauvreté multidimensionnelle aiguë, dont 498,1 millions (40,8 %) dans les pays membres de la BID. Parmi celles-là, 406,6 millions (83,1 %) vivent dans des zones rurales, 82,5 millions dans des zones urbaines et 55 % sont des enfants. Plus de la moitié des pauvres dans le monde (289,5 millions) vivent dans 17 pays membres de la BID où la vulnérabilité alimentaire est élevée, avec 281,2 millions souffrant de malnutrition. Les pays membres où la proportion de personnes en situation de privation est la plus élevée figurent également parmi les pays du monde où la sécurité alimentaire est la plus faible. Même dans les pays où la sécurité alimentaire est relativement bonne, bon nombre de personnes sont confrontées à la malnutrition. C'est pourquoi la BID et les autres membres affiliés au Groupe de la BID ont ciblé de manière globale la réduction de la pauvreté, une approche adoptée par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID).

Le FSID joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté dans les pays membres et en particulier les moins avancés, en créant des programmes innovants en collaboration avec la BID, les donateurs et les principales parties prenantes. Il privilégie le développement humain global, notamment l'éducation et la santé, et l'autonomisation économique au profit des femmes, des jeunes et des MPME. Depuis sa création, le FSID a apporté quelque 1,2 milliard de dollars sous forme de prêts assortis de conditions avantageuse et de subventions, pour le financement de projets et programmes dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et la microfinance.

DEPUIS SA CRÉATION,
LE FSID A APPORTÉ QUELQUE

**1.2 MILLIARD DE
DOLLARS**

SOUS FORME DE PRÊTS ASSORTIS
DE CONDITIONS AVANTAGEUSE ET DE
SUBVENTIONS, POUR LE FINANCEMENT
DE PROJETS ET PROGRAMMES DANS
DES SECTEURS TELS QUE L'ÉDUCATION,
LA SANTÉ, L'AGRICULTURE ET LA
MICROFINANCE.

LE PARTENARIAT : UN IMPÉRATIF FACE AUX CRISES

Il a lancé plus de 20 programmes phares tels que des programmes d'éducation bilingue, d'alphabétisation professionnelle, de prévention et de lutte contre l'épidémie à virus Ebola, d'aide à la microfinance et des terres arides. Les programmes les plus récents sont alignés sur la nouvelle stratégie 2030 qui met l'accent sur l'éducation (programme de scolarisation et de rétention des enfants non scolarisés), la création d'emplois et l'autonomisation économique (programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables), la santé (Alliance pour lutter contre la cécité évitable), ou le développement communautaire (programme Tadamon d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté).

En 2022, 88,3 millions de dollars ont été approuvés pour les projets et les programmes, dont 34,3 millions sous la forme de prêts assortis de conditions avantageuses aux pays et 4 millions à titre de subvention. À cela s'ajoute 50 millions de

dollars affectés à la création du Fonds mondial islamique pour les réfugiés, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les financements couvrent des projets dans les domaines de la santé, l'éducation, l'agriculture et le développement communautaire. Les secteurs du développement communautaire (49 %), de la microfinance (19 %) et de l'éducation (13 %) ont été les principaux bénéficiaires des approbations du FSID. Viennent ensuite d'autres secteurs comme l'agriculture et la santé. Plus de 90 % des fonds sont allés à des pays présentant des niveaux de pauvreté disproportionnés, conformément à la politique de réduction de la pauvreté du FSID qui prévoit que 80 % du financement cumulé doivent être destinés aux PMMA et 20 % aux poches de pauvreté dans les autres pays.

ENCADRÉ 3 | PRÉSERVATION DU POTENTIEL ACADÉMIQUE ET ÉCONOMIQUE L'HISTOIRE DE NOOR

Face à la pandémie, la BID a lancé un programme stratégique de préparation et de riposte afin d'aider les pays membres à prévenir, contenir et se remettre des incidences de la pandémie.

Dans le cadre du programme, le FSID a, en collaboration avec le Département de la Résilience et de l'Action climatique de la BID, élaboré un nouveau programme Tadamon d'accélération de la riposte à la pandémie en faveur des organisations de la société civile. Le FSID accompagne les pays membres dans leurs actions de réduction de la pauvreté en se focalisant sur le développement du capital humain, l'autonomisation économique, et la création d'emplois pour les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, y compris les réfugiés.

Le programme visait notamment à appuyer l'enseignement supérieur et mettait en exergue le rôle important que doivent jouer les organisations de la société civile en complément de l'action gouvernementale dans les pays membres pour faire face à l'impact de la pandémie. Grâce au programme, le FSID a non seulement apporté un soutien financier, mais aussi redonné espoir à de brillants étudiants qui n'avaient pas les moyens de poursuivre leurs études.

Noor Jomaa faisait partie de ceux-là. Étudiante syrienne très douée, elle a été récompensée pour son assiduité et ses résultats scolaires. Noor a été admise à l'université de Damas en 2012, mais lorsqu'éclata la guerre civile, elle et sa famille étaient parmi les 600 000 personnes contraintes de se réfugier en Jordanie.

Après une longue période de peur et d'incertitude, Noor reçut d'une organisation de la société civile jordanienne des informations sur le programme Tadamon. En quelques semaines, Noor reçut une bourse dans le cadre de ce programme pour étudier la comptabilité, une de ses disciplines de rêve. Elle prit un départ fulgurant, obtenant la meilleure note de toute la Jordanie à l'examen général et décrocha une place au *Luminus Technical University College*. À présent, elle espère obtenir une licence et une maîtrise pour devenir une enseignante qualifiée en comptabilité.

NOOR REÇUT D'UNE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE JORDANIENNE DES INFORMATIONS SUR LE PROGRAMME TADAMON. EN QUELQUES SEMAINES, NOOR REÇUT UNE BOURSE DANS LE CADRE DE CE PROGRAMME POUR ÉTUDIER LA COMPTABILITÉ, UNE DE SES DISCIPLINES DE RÊVE.





ENCADRÉ 4 | AVENIR FINANCIER SÛR POUR LA FONDATION ZAMZAM

La Zamzam Foundation for Voluntary Health Services a approché le FIBA dans le but de créer un modèle de financement plus durable qui limiterait sa dépendance à l'égard des dons caritatifs. L'objectif de la fondation est de financer à long terme ses différents programmes, qui comprennent une clinique mobile, une clinique pour le hadj et une pharmacie de bienfaisance. Plus de 34 000 personnes ont bénéficié de ces programmes et d'autres programmes au cours des trois dernières années.

Le FIBA a approuvé le financement de la construction d'un complexe commercial de deux tours à La Mecque pour promouvoir les activités de la fondation dans le domaine de la santé en Arabie saoudite. Érigées sur un terrain de 2 000 m², les deux tours ont coûté environ 18 millions de dollars, dont 12 millions financés par la BID et 6 millions par le FIBA et la ligne de financement FIBA.

Composé d'une tour nord de 15 étages, d'une tour sud de 9 étages et d'un sous-sol de 3 niveaux, le complexe comprend deux étages dédiés aux commerces et 48 bureaux meublés ou pouvant être personnalisés de différentes tailles. Avec une surface bâtie de 19 250 m² carrés et des ponts intelligemment conçus pour relier chaque étage des deux tours, le complexe offre diverses opportunités et un accès facile à tous les locataires. Situé à La Mecque, il reflète le patrimoine de la ville sainte dans son architecture et sa décoration intérieure. Puisque les tours se trouvent dans un endroit privilégié de la ville, il était important de veiller à l'esthétique pour la commercialisation du projet.

La fondation propose diverses formules de location, à savoir des bureaux individuels, des étages et/ou une tour entière. Le projet est entré en vigueur en décembre 2020 et les



L'OBJECTIF DE LA FONDATION EST DE FINANCER À LONG TERME SES DIFFÉRENTS PROGRAMMES, QUI COMPRENNENT UNE CLINIQUE MOBILE, UNE CLINIQUE POUR LE HADJ ET UNE PHARMACIE DE BIENFAISANCE.

PLUS DE 34 000 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE CES PROGRAMMES ET D'AUTRES PROGRAMMES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES.

décaissements ont commencé fin janvier 2021, pour une durée de 20 mois. Malgré les obstacles et autres difficultés rencontrées en raison de la pandémie, la construction du complexe s'est déroulée sans encombre ; aujourd'hui elle est presque terminée grâce à un travail d'équipe réunissant la fondation, le FIBA, le consultant et l'entrepreneur. Les immeubles seront bientôt ouverts et la fondation aura fait son premier pas vers le développement durable.

1.4.7 | OPTIMISATION DES AWQAF POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le développement économique est le processus par lequel le bien-être économique et la qualité de vie d'une nation, d'une région ou d'une communauté sont améliorés en fonction de buts et d'objectifs ciblés. De nombreux facteurs interviennent, notamment le revenu par habitant, l'enseignement public et les infrastructures sociales. Actifs donnés, légués ou acquis pour être détenus à perpétuité pour des causes spécifiques qui sont socialement bénéfiques, les awqaf ont un rôle fondamental à jouer dans l'amélioration du développement économique d'un pays en le dotant des installations et des compétences dont il a besoin.

La BID a donc créé le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) en 2001. Le fonds génère des revenus permettant de financer la mission sociale de l'organisation, d'aider ses bénéficiaires à réaliser une viabilité financière à long terme, et de contribuer dans un cadre plus large au développement social et économique. La double mission du FIBA qui consiste à générer des revenus durables et à réaliser un impact social,

est dans le droit fil de la Stratégie décennale de la BID et du Programme mondial de développement durable à l'horizon 2030.

Caractérisé par son coût raisonnable et son fort impact, le FIBA a financé 56 projets immobiliers dans 28 pays pour un coût total de 1 milliard de dollars, ainsi que des bénéficiaires à but non lucratif allant des gouvernements aux centres de recherche et organisations caritatives. Cela a permis d'aider des personnes issues de milieux différents et de réaliser un grand nombre de projets, contribuant ainsi à l'amélioration des normes de service public dans chaque localité.

L'autonomisation de groupes marginalisés en Somalie par le FIBA est un exemple du potentiel de développement des awqaf. Par exemple, il a permis de financer l'acquisition de l'immeuble SOMAK de Towfiq Trust à Nairobi, au Kenya, et de financer Towfiq Welfare Society (TWS) en Somalie. TWS a contribué à l'éducation, aux soins de santé, à la nutrition et à l'assainissement en faveur de près de 400 000 personnes. Pour plus d'informations, consulter la page du FIBA sur le site web de la BID à : <https://www.isdb.org/apif/>



ENCADRÉ 5 | RENFORCER L'INCLUSION FINANCIÈRE EN MAURITANIE ET EN TUNISIE GRÂCE À REVERSE LINKAGE

L'accès aux infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est amélioré en Mauritanie au cours des dernières années. La couverture des réseaux mobiles a atteint 94 % du pays et le nombre total d'abonnés à ces réseaux dépasse la population du pays.

L'infrastructure TIC n'est pas encore pleinement exploitée pour déployer des applications qui permettent aux Mauritaniens de gagner du temps et d'économiser de l'énergie et qui facilitent les transactions commerciales, en particulier entre les villes et les villages dispersés. Par conséquent, la majorité de la population n'a pas accès aux services financiers tels que les applications de paiement et de transfert de fonds liquides. Cela aggrave l'exclusion financière.

La Société mauritanienne des postes (MauriPost) jouit de la confiance des Mauritaniens et a l'habitude de fournir des services financiers traditionnels par l'intermédiaire de ses bureaux. De son côté, la Poste tunisienne a acquis une expérience réussie dans la fourniture de services financiers numériques par le biais des réseaux mobiles.

Par conséquent, la BID a engagé la formulation et la mise en œuvre d'un projet reverse linkage entre la Mauritanie en tant que bénéficiaire et la Tunisie en tant que pourvoyeur pour la création d'une plateforme de services financiers axés sur la téléphonie mobile.

Le projet a pour but d'améliorer l'accès, la sécurité et la rapidité des services financiers en Mauritanie, pour accompagner le gouvernement dans ses efforts de renforcement de l'inclusion financière. Pour ce faire, il conviendra de créer une plateforme de services financiers mobiles axée sur une architecture en nuage.

La nouvelle plateforme permettra d'automatiser un certain nombre de services financiers, notamment les transferts d'argent, le paiement des factures des services publics tels que l'eau et l'électricité, le règlement des factures des commerçants et le paiement des abonnements de téléphonie mobile. Elle sera exploitée par MauriPost après avoir été mise au point par la Poste tunisienne, source d'expertise et de technologie du projet.

1.4.8 | PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

En 2022, la BID a continué de jouer le rôle de catalyseur en facilitant le transfert de solutions de développement entre ses pays membres par le biais de nombreux canaux, notamment le Programme de coopération technique (PCT) et le mécanisme *reverse linkage*.

Grâce au PCT, la BID finance des interventions de renforcement des capacités à court terme afin de favoriser le développement socioéconomique des pays membres.

En 2022, une vingtaine d'opérations ont été approuvées pour un montant de 648 700 dollars dans le cadre du PCT. La priorité a été accordée aux pays membres les moins avancés ainsi qu'aux activités relatives à la sécurité alimentaire et la santé. Il s'agit de :

3 SÉANCES DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI POUR UN MONTANT DE 134 500 DOLLARS

8 ACTIVITÉS DE PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR UN MONTANT DE 261 000 DOLLARS

6 VISITES D'ÉTUDES POUR UN MONTANT DE 194 000 DOLLARS

3 RECRUTEMENTS D'EXPERTS POUR UN MONTANT DE 59 200 DOLLARS

Dans le cadre du reverse linkages, la BID met en relation ses pays membres pour leur permettre de relever des défis de développement communs. En 2022, une subvention de 1,99 million de dollars a été allouée aux interventions menées au titre de reverse linkages. Trois projets reverse linkage autonomes d'un montant de 0,58 million de dollars ont été approuvés au profit du Nigeria, de la Palestine et de l'Ouganda dans les domaines de l'agriculture, des écosystèmes halal et de l'administration publique. Cinq interventions reverse linkage d'un montant de 1,28 million de dollars ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la BID. Le Kirghizstan, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal et le Tadjikistan ont tiré parti de ces volets intégrés dans le cadre de reverse linkage dans des domaines tels que l'agriculture, l'aquaculture et la santé. En outre, un montant d'environ 0,13 million de dollars a été alloué à la mise en relation de huit pays membres.

L'année 2022 a été témoin d'un nouvel élargissement du réseau de partenaires de la BID dans le cadre de reverse linkages. Pour la première fois, la BID s'est associée au Chili pour partager ses meilleures pratiques avec l'Agence palestinienne de coopération internationale. Dans ses efforts déployés pour accompagner les producteurs de vaccins dans les pays membres, la BID a aidé l'Institut Pasteur de Dakar à renforcer ses capacités et atteindre l'autonomie dans la production de vaccins. Cela permettra à l'institut d'aider 13 pays membres africains, notamment dans la lutte contre les pandémies et les maladies transmissibles. La BID a aussi continué de tirer parti du savoir-faire et de l'expertise de ses partenaires. À titre d'exemple, Serunai – un centre d'excellence réputé de la Malaisie – a fait appel à ses services pour aider l'Ouganda à renforcer les capacités de son bureau halal dans le domaine de la certification.



1.4.9 | OPTIMISATION DU POTENTIEL DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

AIDE À LA PRODUCTION DE VACCINS

En juin 2022, la BID a approuvé un projet de création d'une unité de fabrication de vaccins contre le coronavirus et d'autres vaccins de routine pour les maladies évitables au Sénégal, dans le cadre du Plan stratégique de préparation et de riposte à la pandémie à coronavirus – troisième axe, en l'occurrence la relance. Le projet vise à renforcer les capacités du Sénégal et du continent africain en termes de préparation et de riposte aux nouvelles pandémies et notamment la maladie à coronavirus, de lutte contre les maladies et de couverture vaccinale. Il contribuera à la fabrication et à la fourniture de vaccins de haute qualité et abordables pour des maladies telles que la rougeole, la rubéole et la grippe. Le projet est dirigé par l'équipe chargée du secteur de la santé au sein du Département des Infrastructures économiques et sociales et le centre régional de Dakar, avec une contribution totale à partir des ressources ordinaires en capital de la BID de près de 30 millions de dollars, une subvention reverse linkage de 321 000 dollars, une subvention pour la science, la technologie et l'innovation en matière d'information de 107 000 dollars, ainsi qu'une subvention de près de 300 000 dollars de la SIFC.

APPUI AUX ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ RURAUX POUR UN APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ FIABLE GRÂCE AU PROGRAMME AWQAF

Le 20 décembre 2021, la BID a également financé par le biais du Programme awqaf, l'approvisionnement en électricité fiable des établissements de santé ruraux par le biais du Pacte multilatéral de l'énergie pour l'électrification des établissements de santé qui est une plateforme gérée par Sustainable Energy for All (SEforALL), une initiative de l'ONU. A également participé au financement le Programme Power Africa de l'USAID, dans le cadre duquel les partenaires au développement expriment leurs ambitions et coordonnent les partenariats potentiels en vue de dynamiser les établissements de santé en Afrique subsaharienne.

Le projet a été développé par le Département des Infrastructures économiques et sociales et le FIBA, tout en s'appuyant sur le programme Solar for Health du PNUD. La BID proposera une solution axée sur le waqf pour l'approvisionnement. La BID et le PNUD ont convenu de mener des études de faisabilité complètes au Cameroun et au Sénégal afin d'évaluer les besoins du secteur de la santé et les ressources nécessaires. Ils recommanderont ensuite les mécanismes de financement les plus avantageux ainsi que les systèmes de mise en œuvre les plus optimaux. La BID a engagé une subvention de 175 000 dollars et la SID 25 000 dollars (200 000 dollars au total) pour cofinancer les études de faisabilité. Elles évalueront comment des solutions axées sur le waqf peuvent être conçues pour relever le défi de l'accès à l'énergie auquel sont confrontés les établissements de soins de santé ruraux en Afrique.

Cette initiative vise à la fois le secteur de la santé en finançant les infrastructures des établissements de santé éloignés et le secteur de l'énergie en connectant les établissements de santé ruraux aux ressources énergétiques renouvelables.

LE PROJET EST DIRIGÉ PAR L'ÉQUIPE CHARGÉ DU SECTEUR DE LA SANTÉ AU SEIN DU DÉPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ET LE CENTRE RÉGIONAL DE DAKAR, AVEC UNE CONTRIBUTION TOTALE À PARTIR DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID DE PRÈS DE

30 MILLIONS DE DOLLARS,
UNE SUBVENTION REVERSE LINKAGE DE

321 000 DOLLARS,
UNE SUBVENTION POUR LA SCIENCE,
LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
EN MATIÈRE D'INFORMATION DE

107 000 DOLLARS,
AINSI QU'UNE SUBVENTION DE PRÈS DE
300 000 DOLLARS
DE LA SIFC.



LA BID A ENGAGÉ UNE
SUBVENTION DE

175 000 DOLLARS,

LA SID

25 000 DOLLARS

(200 000 DOLLARS AU TOTAL) POUR
COFINANCER LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ.
ILS ÉVALUERONT COMMENT DES SOLUTIONS
AXÉES LE WAQF PEUVENT ÊTRE
CONÇUES POUR

**RELEVER LE DÉFI DE
L'ACCÈS À L'ÉNERGIE**
AUQUEL SONT CONFRONTÉS LES
ÉTABLISSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ
RURAUX EN AFRIQUE.



RENFORCEMENT DES ÉCOSYSTÈMES STI AU MOZAMBIQUE ET EN OUZBÉKISTAN

Dans le but de renforcer et d'édifier des écosystèmes scientifiques, technologiques et d'innovation résilients capables de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la BID en partenariat avec l'UNESCO, a accompagné le Mozambique et l'Ouzbékistan dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de politiques STI sexospécifiques. Ce partenariat s'est appuyé sur l'application de l'Observatoire mondial des instruments de politique de la science, de la technologie et de l'innovation (GO-SPIN) de l'UNESCO pour recueillir et analyser des informations sur les écosystèmes STI des pays membres, déterminer les domaines d'investissement stratégique, et faciliter l'élaboration de politiques STI fondées sur des données probantes. Les politiques STI nationales du Mozambique et de l'Ouzbékistan ont été finalisées et présentées aux parties prenantes lors de cérémonies de lancement hybrides organisées au Mozambique et en Ouzbékistan respectivement les 11 et 19 avril 2022.

CE PARTENARIAT S'EST APPUYÉ SUR L'APPLICATION DE L'OBSERVATOIRE MONDIAL DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION (GO-SPIN) DE L'UNESCO POUR RECUEILLIR ET ANALYSER DES INFORMATIONS SUR LES ÉCOSYSTÈMES STI DES PAYS MEMBRES, DÉTERMINER LES DOMAINES D'INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE, ET FACILITER L'ÉLABORATION DE POLITIQUES STI FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES.



ENCADRÉ 6 | LE PAKISTAN PARTICIPE À LA FORMATION D'INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE EN GAMBIE

L'École des technologies de l'information et de la communication (TIC) de l'Université de Gambie a été créée en 2005, mais ses étudiants n'ont jusqu'à présent été admis qu'au niveau de la licence, car elle n'offrait pas de programme de maîtrise.

Pour remédier à cela, la BID a, par le biais de son Programme de coopération technique, financé un projet entre la Gambie et le Pakistan de création d'un programme de maîtrise en informatique à l'Université de Gambie, qui a été mis en œuvre avec succès entre mars et octobre 2022.

La BID avait désigné l'Institut d'informatique Al-Khwarizmi de l'Université d'ingénierie et de technologie de Lahore, au Pakistan, comme pourvoyeur potentiel d'expertise technique à la Gambie dans le cadre du projet. Cet institut était en fait l'un des centres de ressources répertoriés lors du recensement des centres de ressources de la BID au Pakistan en 2021.



Le projet revêt une importance stratégique pour la Gambie car il permettra de constituer une masse critique d'ingénieurs informaticiens compétents qui pourront contribuer à la transformation numérique au niveau organisationnel et national. Il comprend l'élaboration du programme de 10 cours qui constitueront le programme de maîtrise de l'université de Gambie et l'organisation d'une formation au Pakistan pour les membres du corps enseignant et le personnel du département des TIC. Le programme d'études couvre des sujets de pointe tels que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la vision par ordinateur et la cybersécurité. L'Université de Gambie a également été aidée à améliorer la conception de son infrastructure TIC.

Grâce ce projet de collaboration, l'université de Gambie lancera son premier programme de maîtrise en informatique qui permettra à ses étudiants d'acquérir des connaissances avancées en matière de TIC.

Cette coopération entre la Gambie et le Pakistan s'inscrit dans le cadre des actions menées par la BID pour tirer parti de l'expertise technique de ses pays membres afin de relever les défis majeurs du développement chez les autres, en donnant la priorité aux PMMA.

CETTE COOPÉRATION ENTRE LA GAMBIE ET LE PAKISTAN S'INSCRIT DANS LE CADRE DES ACTIONS MENÉES PAR LA BID POUR TIRER PARTI DE L'EXPERTISE TECHNIQUE DE SES PAYS MEMBRES AFIN DE RELEVER LES DÉFIS MAJEURS DU DÉVELOPPEMENT CHEZ LES AUTRES, EN DONNANT LA PRIORITÉ AUX PMMA.

LA BID A, PAR LE BIAIS DE SON PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE, FINANCÉ UN PROJET ENTRE LA GAMBIE ET LE PAKISTAN DE **CRÉATION D'UN PROGRAMME DE MAÎTRISE EN INFORMATIQUE À L'UNIVERSITÉ DE GAMBIE,** QUI A ÉTÉ MIS EN ŒUVRE AVEC SUCCÈS ENTRE MARS ET OCTOBRE 2022.



CHAPITRE 2

RIPOSTE AUX CRISES

À l’instar du reste du monde, la Banque islamique de développement (BID) a été prise de court par la rapidité et l’ampleur de la propagation de la maladie à coronavirus et de ses effets dévastateurs. Toutefois, elle s’est empressée de conclure de nouveaux accords de financement pour stimuler la production et la distribution de vaccins abordables pour certains des pays à plus faible revenu du monde. Elle s’est inscrite dans la même dynamique face à la crise alimentaire qui persiste.





2.1 | PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE

Le Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie (SPRP) à coronavirus devant arriver à son terme en décembre 2022, la BID a procédé à une évaluation complète des projets qui allaient être initialement être exécutés dans ce cadre. Le Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire et le calendrier y afférent ayant été approuvés, plusieurs projets prévus sont en cours d'exécution. Cette décision est mieux adaptée aux objectifs du programme et à la capacité de réaliser les projets dans les délais. Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé le Programme stratégique de préparation et de riposte le 4 avril 2020 afin d'aider les pays membres de la BID à prévenir, contenir, atténuer et se remettre des incidences de la pandémie. Il en a approuvé le maintien en avril 2021, et c'est ainsi que la BID a fait passer le volume de ses engagements financiers de 2,27 milliards de dollars en avril 2020 à 4,43 milliards, dont 770 millions à titre d'assurance par la SIACE. La BID a également créé un mécanisme de reconduction pour les projets parents dont les financements avaient été précédemment réaffectés.

Au 31 décembre 2022, le montant total des engagements du Groupe de la BID dans la riposte à la maladie à coronavirus était de 4,67 milliards de dollars. Les décaissements à l'échelle du Groupe de la BID sont passés de 1,967 milliard de dollars à 2,054 milliards, soit un taux d'approbation de 98,72 % et un taux de décaissement de 67,54 % (hors opérations de la SIACE) à la clôture de la période des approbations.

Avec 2,054 milliards de dollars, les décaissements à l'échelle du Groupe de la BID représentent 67,54 % du montant cumulé des approbations, soit 3,042 milliards (hors opérations de la SIACE).

Grâce à son dispositif d'accès aux vaccins (IVAC) dans le cadre du SPRP 2.0, la BID a pu garantir l'acquisition des vaccins contre le coronavirus de manière efficace, sûre et concurrentielle. Le Programme IVAC offre des financements suivant quatre piliers, à savoir (i) la passation de marché ; (ii) la mise au point ; (iii) la fabrication ; et (iv) la livraison. La BID a approuvé quatre projets dans le cadre du programme pour la Guinée, le Kirghizstan, le Pakistan et le Sénégal.

Lorsque le programme arrivera à son terme, environ 63 millions de personnes auront bénéficié d'un vaccin contre le coronavirus, dont 3,4 millions à partir de 1 522 centres de vaccination nouvellement créés, et 48,7 millions de la campagne de sensibilisation et de prévention. En outre, 9,7 millions de ménages en situation d'insécurité alimentaire aiguë auront reçu des rations alimentaires pour satisfaire leurs besoins nutritionnels, 351 000 emplois auront été créés pour aider à la relance des chaînes de valeur et des secteurs économiques prioritaires, 31 876 agents de santé auront bénéficié d'un renforcement de capacités pour gérer leur riposte à la maladie à coronavirus, 15 000 microentreprises et ménages de services de microfinance, 87 891 étudiants de programmes d'apprentissage en ligne, et 39 569 PME de l'assistance financière.

FIGURE 2.1 | RAPPORT ENGAGEMENTS/APPROBATIONS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU SPRP (EN MILLIONS USD)

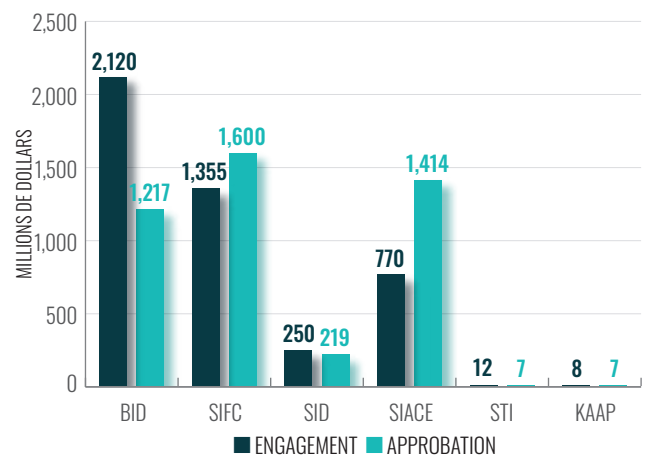
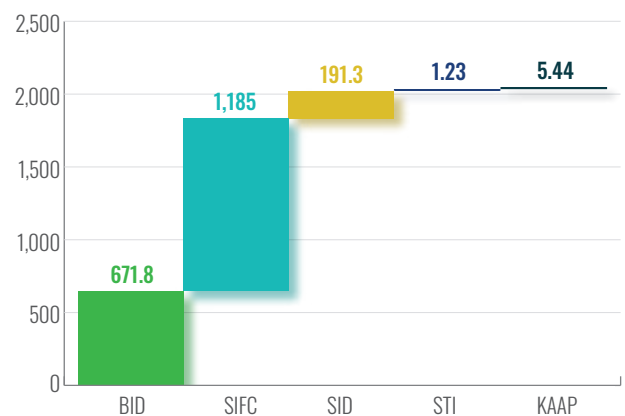


FIGURE 2.2 | RÉPARTITION DES DÉCAISSEMENTS DE LA BID DANS LE CADRE DU SPRP (EN MILLIONS USD)



Le programme s'est heurté à des difficultés de taille, à savoir (i) la disponibilité limitée des financements assortis de conditions avantageuses de la BID ; (ii) le pouvoir de négociation limité de la BID en raison des offres de financements assortis de conditions avantageuses et de subventions d'autres banques multilatérales de développement et agences bilatérales ; et (iii) les problèmes liés à la conception des offres de la BID. En outre, les pays membres s'attendaient à des financements à longue échéance, ce qui a limité l'attrait de l'offre des membres affiliés au Groupe de la BID.

LES DÉCAISSEMENTS À L'ÉCHELLE DU GROUPE DE LA BID SONT PASSÉS DE 1,967 MILLIARD DE DOLLARS À 2,054 MILLIARDS, SOIT UN TAUX D'APPROBATION DE 98,72 % ET UN TAUX DE DÉCAISSEMENT DE 67,54 % (HORS OPÉRATIONS DE LA SIACE) À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE DES APPROBATIONS.

2.2 | PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Groupe de la BID a approuvé le 28 juillet 2022 un programme global de riposte en matière de sécurité alimentaire (FSRP) d'un montant de 10,54 milliards de dollars.

L'objectif du programme est d'accompagner les pays membres en appuyant les efforts déployés au niveau national pour parer à la crise alimentaire actuelle et renforcer leur résilience face à des crises ultérieures. Pour ce faire, il s'agira d'intensifier et d'accélérer les efforts consentis par la BID afin d'apporter un soutien immédiat pour garantir la sécurité alimentaire, et d'améliorer l'agriculture et les systèmes alimentaires aux niveaux national et régional.

Sur l'ensemble des financements, la part de la BID sera de 5,7 milliards de dollars dont 4 milliards sous la forme d'approbations et 1,7 milliard au titre des décaissements accélérés. Les autres membres affiliés au Groupe de la BID, en l'occurrence la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), apporteront le solde.

La BID a adopté une procédure de passation de marchés adaptée à l'objectif et à l'optimisation des ressources pour

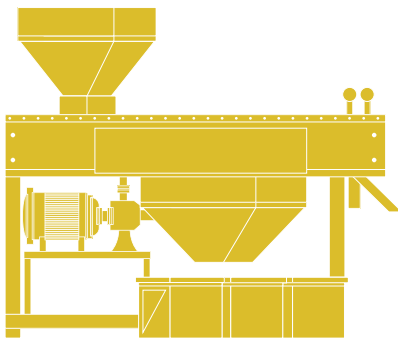
chaque opération, en privilégiant la rapidité et la mise en œuvre. Pour les interventions spécifiques au secteur privé, les autres membres du Groupe de la BID suivront leurs procédures pour autant qu'elles soient acceptables pour la BID, tandis que les pratiques commerciales établies pourront être appliquées pour accélérer la passation des marchés.

Le montant total des financements approuvés par le Groupe de la BID à la clôture de l'exercice 2022 était de 1,41 milliard de dollars : 578,56 millions par la BID, 4,25 millions par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), 630,2 millions par la SIFC et 40 millions par la SID. La plupart des projets approuvés jusqu'ici portent sur le court terme. À cela s'ajoute 159 millions à titre d'affaires assurées par la SIACE.

S'agissant des décaissements, 152,03 millions de dollars ont été libérés par la BID pour 78 projets en cours dans le cadre du FSRP. La SIFC a décaissé 366 millions de dollars sur les 630,2 millions approuvés.

Les projets de la BID approuvés à la clôture de l'exercice 2022 devraient permettre d'atténuer l'impact des prix élevés des céréales et de garantir un approvisionnement régulier en denrées alimentaires de base, atténuant ainsi les souffrances des ménages les plus pauvres. Une fois achevés, ces projets devraient permettre :

DES INSTALLATIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE STOCKAGE ALIMENTAIRES QUI BÉNÉFICIERONT À **11 MILLIONS DE PERSONNES** PENDANT LES 6 MOIS À VENIR.



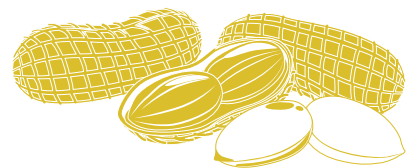
LE LANCEMENT DES PROJETS DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU PROFIT DE QUELQUE **30 000 AGRICULTEURS DE SUBSISTANCE.**

L'ACQUISITION ET LA MISE À DISPOSITION DE **780 000 TONNES** DE BLÉ ET D'ORGE.

UNE CAPACITÉ DE **700 000 TONS** PERMETTANT DE CONSERVER LE BLÉ PENDANT 18 MOIS ET L'ORGE PENDANT 12 MOIS.



LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAITEMENT DES ARACHIDES EN LE FAISANT PASSER DE 9 À 5 MOIS, ET AINSI LA PRODUCTION DE **160 000 TONNES** PAR AN.





ENCADRÉ 7 | FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN

Le 21 décembre 2021, la BID a été chargée par les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de Coopération islamique (OCI) d'établir, mettre en œuvre et gérer le Fonds d'affectation spéciale humanitaire pour l'Afghanistan (AHTF), tandis que l'OCI s'est vue assigner la mobilisation de ressources. En conséquence, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la création et l'opérationnalisation du fonds à sa réunion du 14 février 2022. Le règlement intérieur du fonds a été signé par l'OCI et la BID le 22 mars 2022.

L'équipe de coordination de l'AHTF a entrepris un travail approfondi et de larges consultations en interne avec toutes les services compétents du Groupe de la BID, et en externe avec l'OCI, les pays membres, des pays non membres, des agences de l'ONU, des banques multilatérales de développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales et internationales, ainsi que d'autres parties prenantes.

Au 31 décembre 2022, le volume global des engagements au titre de l'AHTF était de 32,61 millions de dollars provenant d'Arabie saoudite (30 millions), du Nigeria (1 million), de la Türkiye (1 million), du Koweït (500 000), de la Malaisie (100 000) et d'Algérie (10 000). Deux accords de contribution de donateurs ont été signés le 9 juin 2022 avec le Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salman (KSRelief) pour un montant de 10 millions de dollars et le Fonds saoudien pour le développement pour 20 millions de dollars. D'autres accords sont en cours d'examen par les autres donateurs.

Le bureau local de la BID à Kaboul est opérationnel depuis janvier 2022, et deux missions y ont été effectuées par le personnel du centre régional de Türkiye, en coordination avec le bureau de l'OCI sur place. À la suite des consultations avec les partenaires et les communautés, les domaines d'intervention ci-après ont été retenus comme prioritaires pour un financement dans le cadre de l'AHTF :

- La satisfaction des besoins de base, notamment en matière de nutrition, d'approvisionnement en eau potable, de soins de santé de base et infrastructures éducatives dans les communautés rurales isolées.
- La préservation des moyens de subsistance en milieu rural, en particulier l'amélioration du rendement et de la productivité des cultures, afin de promouvoir l'autosuffisance et la sécurité alimentaire à long terme.
- L'autonomisation des femmes et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

Le volume global des engagements au titre du fonds pour la seule année 2022 est de 10,11 millions de dollars. Sept opérations pilotes d'un coût de 12,65 millions de dollars, avec une contribution de 8,56 millions du fonds, ont été finalisées et devraient être mises en œuvre et entièrement décaissées d'ici 2023. D'autres projets couvrant des secteurs prioritaires sont en cours de formulation dans l'attente de fonds supplémentaires.



VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN (31 DÉCEMBRE 2022)

AU 31 DÉCEMBRE 2021, LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'AHTF EST DE **32,61 MILLIONS DE DOLLARS.**

LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS POUR LA SEULE ANNÉE 2022 EST DE **10,11 MILLIONS DE DOLLARS.**

